

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société GRANULATS VICAT**

4, rue Aristide Bergès  
Les 3 vallons - BP 33  
38081 L'ISLE D'ABBEAU CEDEX

Références : 20230327-RAP-InspOCP2023-PC-GranulatsVicats-LaChavanne-Georisques  
Code AIOT : 0010700284

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 27/03/2023, dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté au lieu-dit "La Peyrouse" sur la commune de LA CHAVANNE (73800).

L'inspection a été annoncée le 06/03/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" menée par le service d'inspection des installations de la DREAL et portant sur le thème des stockages de produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS VICAT SAS
- Lieu-dit "La Peyrouse" 73800 LA CHAVANNE
- Code AIOT : 0010700284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Par arrêté préfectoral du 24 novembre 1986, l'entreprise Georges Bérout a été autorisée à exploiter , pour une durée de 15 ans, une carrière alluvionnaire en eau (sables et graviers) .

Par arrêté préfectoral complémentaire du 08/11/2012, la société Granulats Vicat a été autorisée à se substituer à l'entreprise précitée pour l'exploitation des activités du site.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2016, la société Granulats Vicat SAS a été autorisée à prolonger l'exploitation de la carrière pour une durée de 3 ans et à modifier la remise en état initialement prescrite afin de procéder à un remblayage total du plan d'eau.

Enfin, par arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2020, la société Granulats Vicat a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée additionnelle de 5 ans.

Durant cette période, seules les activités liées au réaménagement du site et notamment le remblayage partiel du plan d'eau au moyen de déchets inertes sont autorisés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Signalisation/Étiquetage des produits chimiques ;
- Disponibilité et mise à jour des Fiches de Données Sécurité (FDS) ;
- Contrôle de l'existence de dispositifs de rétention et justification de la conformité des volumes associés ;
- Suivi/Entretien de l'état des rétentions ;
- Gestion des eaux pluviales collectées dans les rétentions ;
- Maîtrise des règles d'incompatibilité de stockage entre produits (acide/base...).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **Avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **Susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **Sans suite administrative** ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mise en exergue que les règles de dimensionnement des dispositifs de rétention sont mal appréhendés par l'exploitant pour ce qui est des stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres. Cela conduit à des non -conformités en termes d'adéquation volume de rétention/volume de liquide stocké.

Aussi, l'exploitant doit procéder à la modification/réorganisation de ses stockages de produits chimiques afin de se mettre en conformité vis-à-vis de l'ensemble des dispositions règlementaires de l'article 25 susvisé. La mise à jour des calculs de dimensionnement associés devra par ailleurs être formalisée dans un document tenu à la disposition du service d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant doit formaliser, au travers d'une consigne, un programme de contrôle de l'état de ses dispositifs de rétention ainsi que leur entretien le cas échéant.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-avant

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.

**Constats :**

Les stockages de produits chimiques du site sont disposés dans un bâtiment (hangar maçonné couvert) implanté à proximité immédiate de l'installation de traitement de matériaux du site.

Ces stockages sont composés :

- d'une citerne de stockage de carburant (cuve métallique double enveloppe) se décomposant en un stockage de 9000 litres de Gasoil Non Routier (GNR) ainsi que d'un stockage de 3000 litres de Gasoil ;
- d'une armoire métallique de type "ATEX" ;
- d'une armoire métallique équipée d'étagères métalliques formant rétention dans laquelle sont entreposés plusieurs bidons plastiques d'une capacité unitaire de 20 litres ;
- d'un ensemble de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres.

Une citerne de biocarburant "Oleo100" (combustible composée à 100% de colza) d'une capacité de 50 000 litres (de type double enveloppe avec détecteur de fuite) est également implantée à l'extérieur, sur le côté du bâtiment précité.

Dans le prolongement de cette citerne, on note la présence d'une aire de dépotage maçonnée (non couverte) équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des égoutures (décanteur/déshuileur). Cette dernière accueille par ailleurs trois postes de distribution de carburant (Oleo 100, GNR et gasoil).

Enfin, un stockage d'additif connexe à l'installation de distribution de biocarburant est réalisé dans une armoire plastique cadenassée (étanche aux intempéries et formant rétention).

**Stockages dans le bâtiment :**

À l'exception du stockage fixe (citerne) de carburant qui ne comportait pas d'étiquetage CLP conforme précisant notamment les pictogrammes de dangers SGH réglementaires, le contrôle visuel réalisé le jour de l'inspection sur les fûts et bidons stockés sur site n'a pas révélé d'absence d'étiquetage conformes au règlement CLP n°1272/2008.

À noter que les parois de la citerne comportaient cependant un étiquetage informant du caractère inflammable du produit stocké et de l'interdiction de fumer, d'utiliser des flammes nues ainsi qu'un téléphone mobile.

Par ailleurs, concernant ce stockage, la présence d'une affichette « déportée » (apposé en hauteur sur le mur du bâtiment) précisant notamment les pictogrammes CLP/SGH réglementaires s'appliquant à la substance a été relevée. Cet affichage a cependant été jugé mal adapté car "hors champ".

Enfin, la présence dans le bâtiment de plusieurs affichettes précisant les consignes en cas de déversement accidentel de produit ou rappelant notamment la signification des nouveaux pictogrammes CLP et les dangers associés a par ailleurs été relevée.

**Stockages extérieurs :**

L'armoire de stockage d'additif du biocarburant ne comporte aucun affichage sur ses parois extérieures. La nature du produit contenu dans ce stockage ne peut donc être identifiée qu'après ouverture de l'armoire.

**Observations :**

L'exploitant doit :

- Mettre en place un étiquetage conforme au règlement CLP sur la paroi extérieure de la citerne de stockage de carburant GNR/Gasoil et le cas échéant sur l'armoire de stockage extérieur d'additif biocarburant.

- Le cas échéant, veuillez à respecter l'ordre de préséance si la substance est concernée par plusieurs pictogrammes de danger CLP/SGH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Base réglementaire :</u></p> <p>L'annexe II du règlement n° 1907/2006 "REACH" a été modifié par le règlement (UE) n° 2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS). Les révisions introduites par ce règlement concernent notamment des nouvelles exigences relatives à l'annexe VIII de CLP avec la prise en compte de l'Identifiant Unique de Formulation (UFI, code alphanumérique unique à 16 caractères permettant d'identifier clairement la composition d'un certain mélange et d'apporter une réponse rapide en cas d'urgence), quelques modifications issues de la 7ème révision du SGH (sections 9 et 14), et les nouvelles exigences relatives aux nanoformes (règlement 2018/1881). Il est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 pouvaient continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. Au jour de l'inspection, cette échéance est aujourd'hui dépassée.</p> <p><u>Mise à jour des FDS :</u></p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un registre informatique recensant la liste de l'ensemble des produits mis en œuvre sur le site ainsi que la date de mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS) associées.</p> <p>L'examen exhaustif de cette liste a mis en exergue l'existence de plusieurs FDS avec une date de mise à jour antérieure à 2020. Ces fiches sont donc non conformes au regard de l'exigence de mise à jour réglementaire précitée.</p> <p>L'exploitant a concédé méconnaître cette échéance de mise en conformité documentaire (qui incombe cependant au fournisseur).</p> <p>Un contrôle par sondage a été réalisé sur deux FDS :</p> <p>- <b>Lubrifiant CONDAMATIC III</b> : Cette première fiche indique une date de révision au 17/08/2022 et</p>

mentionne notamment l'UFI ;

- **Liquide pour transmission automatique VOLVO AUTOMATIC TRANSMISSION FLUID VOLVO 97342 AT102** : Ce second document, rédigé en anglais, fait état d'une date de révision au 06/10/2016. Cette seconde fiche est donc doublement non conforme.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a adressé par courriel au service d'inspection "*les FDS des produits VOLVO à jour et en français*" :

Il s'agit de FDS "ExxonMobil" (en version française avec un fournisseur identifié comme étant la société ESSO), relatives à des lubrifiants de marque Volvo :

- VOLVO WET BRAKE OIL VOLVO 97304 WB102 ;
- VOLVO AUTOMATIC TRANSMISSION FLUID VOLVO 97342 AT102).

Ces fiches comportent respectivement des dates de révision au 07/10/2021 (n° révision 1.08) et 11/06/2020 (n° révision 1.07).

L'examen de ces documents laisse supposer que la seconde FDS ne correspondrait pas à la version française de la FDS VOLVO (rédigée en anglais) examinée lors de l'inspection. En effet, les noms et coordonnées des fournisseurs, de même que la dénomination et le numéro de produit sont différents (n° 15143347 sur la fiche "Volvo" et n° 20202040C034, 523589-60 sur la fiche "ExxonMobil").

Par ailleurs, ce produit est défini comme étant un mélange (au sens réglementaire) composé de plusieurs substances dangereuses. Or, la présence d'un numéro UFI n'a pas été identifiée sur la FDS à jour de juin 2020 alors même que le règlement (CE) 2020/878 prévoit sa prise en compte. Dès lors cette FDS n'est peut-être pas à jour du dernier règlement (UE) ?

A noter par ailleurs la présence, dans une armoire du bâtiment de stockage, d'un bidon de 20 litres d'huile AUTOMATIC TRANSMISSION FLUID VOLVO 97342 AT102 de marque VOLVO (et non ESSO ou EXXONMOBIL) portant un numéro de produit : n° 15142868. Or, ce numéro n'a été retrouvé sur aucune des FDS présentées par l'exploitant en lien avec les produits "VOLVO" détenus sur site ?

#### Disponibilité des FDS :

L'exploitant a précisé que les FDS sont accessibles à l'ensemble du personnel, de manière dématérialisée, dans les bureaux de l'établissement (un rappel de cette disponibilité est notamment faite dans le bâtiment de stockage sous la forme d'une affichette). Le responsable QSE a également indiqué disposer de FDS dites "simplifiées" en format papier et à destination des salariés (ces derniers documents n'ont cependant pas été présentés en séance).

Par ailleurs, l'exploitant a confirmé que le personnel fait périodiquement l'objet d'une sensibilisation aux risques liés au stockage, à la manutention et à l'emploi des produits chimiques à l'occasion d'ateliers de formation ("Minutes sécurité").

Des documents (feuilles d'émargement et document support de formation) ont été présentées en séance par l'exploitant afin de justifier de la tenue effective de ces ateliers, animés par le chef d'exploitation ou le QSE du site : Semaine 11/2023 (formation FDS) et semaine 42/2022 (atelier de mise en situation "Fuite d'hydrocarbures en bordure de plan d'eau").

Enfin, le chef d'exploitation précise que, de manière générale, les manipulations de produits chimiques restent limités dans la mesure où l'entretien du parc d'engins est confié à un prestataire extérieur qui apporte les fluides neufs et repart avec les fluides usagés. De fait, il n'y a pas de stockage d'huiles usagées "récurrent" sur le site.

<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit interroger ses différents fournisseurs de produits chimiques afin de s'assurer qu'il dispose de versions à jour (et en français) au regard de la réglementation (UE) en vigueur concernant les FDS relatives aux produits mis en oeuvre sur le site.</p> <p>Cette obligation résulte de l'article 31.9 du règlement "REACH" qui dispose que " la fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs .... a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; [...]".</p> <p>Par ailleurs, les FDS détenues sur site doivent impérativement être <u>celles délivrées par les fournisseurs des produits effectivement stockés sur le site</u> (cohérence entre les références des produits affichées sur les FDS et présentes sur les étiquettes des contenants).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– <b>dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</b></li> </ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'exception des stockages fixes (citernes de carburant) de type double enveloppe avec détecteur de fuite, l'ensemble des stocks de produits chimiques liquides contrôlés lors de l'inspection de terrain étaient entreposés sur des bacs de rétention.</p> <p>A noter par ailleurs que le hangar couvert abritant les stockages de produits chimique sur rétention dispose d'une dalle béton.</p> <p>En séance, l'exploitant a justifié de la réalisation des calculs visant à s'assurer de la conformité réglementaire des volumes de rétention mis en oeuvre (adéquation volume de rétention/volume de</p>



liquide stocké) ainsi que de leur formalisation effective (document "Calcul rétention" à jour du 01/07/2022).

Ce document précise pour chaque zone de stockage ("atelier", "atelier rack futs"...):

- Le nombre de dispositif de rétention associés ;
- Les dimensions et capacité de ces rétentions en litres ;
- Le volume total de produits stockés sur la rétention (avec pour chaque contenant, le détail du volume unitaire, sa nature (fût/bidon) ainsi que le nombre stocké) ;
- Le volume (capacité minimale) de la rétention en fonction des volumes stockés (au regard de la règle des 100 % ou 50 %). A noter une incohérence concernant la valeur renseignée sur le fichier pour ce qui concerne le cas de figure des 100 % (volume de rétention renseigné = 0).

Le contrôle visuel de terrain opéré sur ces dispositifs a par ailleurs révélé la présence d'affichage précisant :

- Le volume effectif de rétention (en litres) sur chacun des dispositifs (bacs) ;
- Le volume maximum de produits liquides pouvant être stocké sur chaque rétention (selon la nature du contenant).
  - Si la règle relative à "la plus grande des deux valeurs (100 % de la capacité du plus grand réservoir et 50 % de la capacité totale des réservoirs associés)" apparaît respectée, en revanche la règle relative au stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres (qui dispose que "dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.") est ignorée.

De fait, une rétention accueillant des stockage de fûts (215 litres unitaire) affiche un volume de rétention de 375 litres. De même, les étagères (formant rétention) d'une armoire de stockage abritant plusieurs bidons de 20 litres affichent un volume de rétention unitaire de 21 litres.

A noter enfin la présence de deux fûts de produits "Condat" mal positionnés sur leur dispositif de rétention (débordant du bac) rendant dès lors ce dernier non efficient.

#### **Observations :**

Il est demandé à l'exploitant :

- De faire le point sur la réglementation en vigueur (notamment vis-à-vis des valeurs de point éclair concernant les stockages de récipients mobiles contenant des liquides inflammables ou de liquides combustibles) ;
- De mettre à jour ses calculs de dimensionnement de rétention dans un document qui sera tenu à la disposition du service d'inspection.
- De procéder à la modification/réorganisation de ses stockages de produits chimiques afin de se mettre en conformité vis-à-vis de l'ensemble des dispositions réglementaires de l'article 25 susvisé ;
- De procéder à la mise à jour de l'affichage du volume utile disponible pour chacune des rétentions mises en œuvre sur le site ainsi que du volume maximum pouvant être stocké selon la nature du contenant (réservoir ou récipient associé vs récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres) ;
- De veiller au bon stockage des récipients mobiles sur leur dispositif de rétention associé (la base des récipients ne doit pas déborder du bac de rétention).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> Les rétentions présentes sur site sont de type "bacs acier". Elles sont étanches aux produits qu'elle pourraient contenir et résistent à la pression statique du produit éventuellement répandu ainsi qu'à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis (au moins à moyen termes).  Aucun dispositif d'obturation n'a été recensé sur les rétentions présentes sur site et aucune rétention n'est située à l'air libre (absence de problématique liée à la collecte d'eaux pluviales). De fait, aucune consigne relative à la gestion des eaux pluviales potentiellement captées dans les rétention n'a été formalisée par l'exploitant.  Les rétentions contrôlées ne présentaient pas de signe de corrosion manifeste (bon état général extérieur).  Cependant, l'exploitant a indiqué ne pas avoir formaliser un programme de contrôle et d'entretien de ses rétentions.  Enfin, les cuves de carburant sont ravitaillées par un camion-citerne au droit d'une aire de dépotage (aire bétonnée équipée de grilles de collectes et d'un séparateur à hydrocarbures). Un contrôle visuel n'a pas révélé la présence de bouche d'eaux pluviales dans le sens d'écoulement de la pente au droit des zones de dépotage et de déchargement. Par ailleurs, l'exploitant a justifié de la disponibilité effective de kits anti-pollution sur ces zones (stocks de produits absorbant dans le bâtiment devant le stockage fixe d'carburant) .
<b>Observations :</b> L'exploitant doit rédiger une consigne formalisant un programme de contrôle de l'état de ses dispositifs de rétention ainsi que leur entretien le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats :</b> L'exploitant a connaissance des règles d'incompatibilité.  Le contrôle réalisé n'a pas relevé d'incompatibilité entre produits stockés sur une même rétention le jour de l'inspection.  Par ailleurs, l'ensemble de stockages fixes de carburant est bien équipé d'un dispositif de mesure permettant de vérifier le niveau de remplissage à tout moment lors des opérations de dépotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet